

MISSIONI PERMANENTI DELLA REPUBBLICA DEL SENEGAL A UDDEG

**Monsieur le Président,**

Ma délégation souscrit aux déclarations faites par l'Algérie au nom du Groupe africain et par la République Islamique d'Iran au nom du Mouvement des non-alignés (NAM).

Qu'il me soit également permis de féliciter le Secrétaire général pour son rapport sur la portée et l'application de la compétence universelle établie sur la base

des observations fournies par les États membres. Ce qui justifie encore une fois son engagement à favoriser une approche unitaire et unifiée dans la mise en œuvre de ce principe.

**Monsieur le Président**

Si le Sénégal a intégré le principe de compétence universelle dans son dispositif juridique interne, c'est au regard de son rôle important dans la lutte contre les violations graves du droit international.

Le principe de la compétence universelle est introduit en droit sénégalais par

[redacted] torture etc peuvent également donner lieu à la mise en application par le juge [redacted]

sénégalais de la compétence universelle [redacted]

Concernant la personne intéressée, il convient de faire observer que le droit sénégalais exige qu'elle soit présente sur le sol sénégalais, soit parce qu'elle y a été arrêtée, soit parce qu'elle y a été extradée, ou que l'une de ses victimes réside au [redacted]

- La Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide adoptée le 9 décembre 1948 et ratifiée par le Sénégal le 4 août 1983.
- Le Statut de la Cour pénale internationale adopté en 1998.

C'est sur la base de ce dispositif interne et international que le Sénégal a pu mettre en application la compétence universelle et accueillir au sein de son système judiciaire national, les Chambres africaines extraordinaires une première en Afrique, mais aussi dans le monde.

**Monsieur le Président,**

Preuve ne saurait être plus éloquente pour mon pays de son attachement au principe de compétence universelle, outil fondamental pour combattre l'impunité et

renforcer la justice internationale. Toutefois, ma délégation ne peut manquer de

Nous restons convaincus que ce sont les tribunaux nationaux de l'État qui ont

appréhendé été commis par les ressortissants de cet État sur son territoire ou dans